

**Débat de politique départementale à l'initiative du groupe des élus écologistes  
sur le thème :**

**« Comment permettre à chaque Seinomarin d'accéder à un logement digne,  
accessible et écologiquement viable dans un contexte de crise sociale et  
climatique qui s'aggrave ? »**

**Intervention de Séverine BOTTE**

**Pour le groupe des élus de la gauche combative, communiste et républicaine**

Chers collègues,

Au fond, la question est simple : accepte-t-on que certains vivent dans la précarité énergétique ou dans des logements indignes, pendant que d'autres spéculent sur le foncier et l'immobilier ?

Nous pensons que personne ici ne répondrait oui.

La question de l'accès au logement doit donc être traitée comme un droit fondamental. Car aujourd'hui notre pays traverse une crise du logement profonde. Et cette crise n'est pas le fruit du hasard : elle résulte de choix politiques de la droite et l'extrême droite qui ont fragilisé le logement social.

La loi ELAN en est un exemple frappant. En réduisant l'obligation de logements accessibles de 100% à 10%, elle a constitué une régression majeure pour les personnes en situation de handicap, totalement déconnectée des besoins d'une population qui vieillit.

Dans le même temps, un véritable hold-up est organisé sur les locataires du parc social. Chaque année, 1 milliard d'euros est prélevé via la Réduction de Loyer Solidarité. 1 milliard en moins pour les bailleurs sociaux, donc en moins pour rénover, entretenir et construire.

Résultat : la construction s'effondre, les délais d'attente explosent et aujourd'hui 2,4 millions de personnes patientent pour un logement social, parfois depuis plus de 10 ou 15 ans. Et notre Département n'est pas épargné.

Et cette situation est encore aggravée par l'explosion du coût de la vie. Pour beaucoup de Seinomarins, se loger dignement devient un combat du quotidien.

Et derrière ces chiffres, il y a des réalités humaines.

Que faisons-nous aujourd'hui des familles monoparentales, toujours plus nombreuses ? Que faisons-nous de ces couples séparés qui continuent de vivre sous le même toit, non par choix, mais parce qu'ils n'ont pas d'autres solutions ?

Que faisons-nous de ces personnes âgées qui vivent seules dans des logements trop grands à défaut de trouver un logement adapté ?

Nous devons mieux prendre en compte ces parcours de vie fragilisés, adapter notre offre de logements et renforcer les dispositifs d'accompagnement.

Aujourd'hui le Département intervient de plusieurs manières. Il soutient financièrement la construction et la réhabilitation de logements sociaux via des aides aux bailleurs. Il accompagne aussi les ménages en difficulté à travers le Fonds de Solidarité Logement (FSL).

Il est également engagé dans des politiques de rénovation énergétique. Il participe à l'équilibre des territoires en soutenant les communes, notamment rurales, dans leurs projets d'habitat.

Ces actions sont utiles, mais restent insuffisantes face à l'ampleur des besoins. Les listes d'attente pour un logement social s'allongent, les charges explosent, et trop de logements restent mal isolés.

Pour accélérer concrètement l'accès au logement, le Département peut activer plusieurs leviers :

- Il peut augmenter significativement les investissements publics en direction des bailleurs sociaux. Cela signifie donner les moyens de construire davantage de logements, mais aussi de rénover massivement le parc existant. Et en conditionnant plus fortement les aides publiques, par exemple, la collectivité pourrait exiger, en échange de ses financements, des objectifs précis : le plafonnement des loyers, la haute performance énergétique, une qualité de service renforcée.
- Et comme la question écologique doit aussi être au cœur de l'action : il peut prendre en charge un grand plan de rénovation thermique des logements pour réduire les factures énergétiques et améliorer les conditions de vie, sans faire peser le coût sur les ménages.
- Il peut renforcer les dispositifs de FSL (Fonds de Solidarité Logement) pour qu'il touche également celles et ceux qui travaillent et n'arrivent pas à finir le mois pour lutter contre la précarité et éviter les expulsions.

Pour illustrer avec des exemples concrets pour contredire le propos de Florent Saint-martin et soutenir le point de vue de Jean-Michel Bérégovoy, dans toutes nos villes communistes, nous avons fait le choix politique d'agir et de réguler.

Nous accompagnons les propriétaires, mobilisons les aides notamment pour lutter contre la précarité énergétique, luttons contre l'habitat indigne avec le permis de louer et engageons des opérations de réhabilitation dans les quartiers pour préserver le patrimoine, améliorer le cadre de vie et maintenir la mixité sociale.

Car le logement, ce n'est pas seulement un toit. C'est la dignité. C'est la santé. C'est la justice sociale.

Et parce que sans logement digne, on ne peut pas vivre pleinement - on ne peut pas travailler sereinement, on ne peut pas élever ses enfants correctement, on ne peut pas se projeter – alors oui, ce combat est essentiel.

Pour terminer, accélérer l'accès à un logement digne, ce n'est pas seulement construire plus, c'est construire mieux, rénover plus vite, protéger davantage les habitants et reprendre la main sur un secteur trop longtemps abandonné aux logiques de marché.

Ainsi, le département peut changer concrètement la vie de milliers de Seinomarins, en portant une politique volontariste qui suppose d'investir, de réguler et de planifier.